

**Union européenne - Glyphosate -  
CETA - Travailleurs détachés -  
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,  
ministre chargée des affaires  
européennes, avec «LCI» - extraits  
(Paris, 26 octobre 2017)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Ministre chargée des affaires européennes. Un mot, un peu barbare, s'est invité dans l'actualité européenne et française ces derniers jours, c'est le glyphosate, c'est le nom d'un herbicide, classé comme cancérogène par l'Organisation mondiale de la santé. Il devait y avoir un vote à Bruxelles hier, finalement il n'y en a pas eu, pourquoi ? Qu'est-ce qui s'est passé ? C'est si compliqué d'oeuvrer pour la santé des Français ?

R - Alors, c'est presque une bonne nouvelle qu'il n'y ait pas eu de vote hier. On part de loin. On part d'une décision qui était dans l'air, qui était de reconduire l'autorisation du glyphosate pour dix ans. Et nous, nous avons dit très vite, très fort, que dix ans de plus pour le glyphosate, c'était non pour la France. Notre voix a commencé à être entendue, l'Allemagne et l'Italie ont commencé à dire la même chose, le Parlement européen aussi s'est prononcé en disant qu'il fallait arrêter la commercialisation du glyphosate. Hier, la Commission européenne est venue avec une série de propositions et on est en train de tourner autour de l'idée de ne pas reconduire le glyphosate, pour plus de 5 ans.

Q - La Commission dit entre 5 et 7, et la France veut 4. Donc on n'y est pas encore.

R - Moins de 5 ans pour nous et les pays sont en train de prendre conscience du fait que l'on ne peut pas signer un chèque en blanc sur 10 ans, pour un produit qui est classé comme cancérogène probable par l'OMS. Alors, c'est vrai qu'il y a débat entre les agences, mais nous, nous ne voulons pas prendre de risques, et nous voulons sortir du glyphosate, laisser à ses utilisateurs, en particulier aux agriculteurs, le temps de trouver des solutions de substitution. Il est hors de question de les mettre au pied du mur, mais il faut prendre une décision et il faudra la prendre avant le 15 décembre.

Q - Donc on aura, avant le 15 décembre la réponse sur la durée, et vous nous dites ce matin : ce sera 4 ans.

R - Pour nous c'est moins de 5 ans, 4 ans ce serait acceptable, 3 ans ce serait encore mieux,

mais il faut se mettre d'accord entre pays européens.

Q - L'autre sujet de ces dernières heures c'est le CETA, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. Il y a eu un plan présenté hier par le gouvernement français sur les modalités d'application, l'idée c'est de préserver l'environnement, le climat, d'avoir des garanties. Mais est-ce que le Canada va accepter tout cela ?

R - Alors, première chose, le CETA est entré en application provisoire depuis fin septembre. Cet accord ne dégrade rien en terme environnemental, sanitaire. Nous n'importons rien aujourd'hui et demain de ce qui aurait été interdit hier. Il n'y a aucune dégradation. Donc c'est un accord qui est compatible avec nos principes, nos normes et le principe de précaution.

Q - Donc ceux qui s'inquiètent, s'inquiètent pour rien.

R - La commission indépendante d'experts - qu'avait nommée le Premier ministre - qui voulait y voir clair sur les avantages et les inconvénients de cet accord, a dit la chose suivante: cet accord ne pose pas de problème, mais il n'est pas assez ambitieux. En matière environnementale, entre le moment où on avait donné un mandat à la Commission européenne pour négocier, et le moment où l'accord s'applique, il s'est passé beaucoup de choses. Il s'est notamment passé l'Accord de Paris et l'accord avec le Canada n'est pas un accord environnemental. Ce que nous allons faire, c'est accompagner cet accord de négociations environnementales avec le Canada. Le Canada est signataire de l'Accord de Paris, donc ce n'est pas un pays hostile à nos préoccupations.

On va faire en sorte, d'une part, d'appliquer l'accord de manière exemplaire, être absolument certain, avec tous les contrôles nécessaires, qu'aucun produit interdit en Europe ne soit introduit dans l'Union européenne depuis le Canada. Et, d'autre part, on va rehausser l'ambition de cet accord sur le plan climatique, et des prochains accords commerciaux. Il faut qu'à chaque fois qu'on passe un accord commercial aujourd'hui, on y intègre les préconisations de l'Accord de Paris.

Q - Mais cela ne suffit pas quand même. Si on écoute la Fondation Nicolas Hulot, pas n'importe quelle fondation vous avez saisi le clin d'oeil, elle parle d'un plan d'inaction du gouvernement.

R - Alors c'est très inexact et très injuste. C'est un plan ambitieux, dans lequel il faut entraîner nos partenaires européens mais nous y sommes déterminés. On va travailler sur la qualité des carburants, on va travailler la rédaction des prochains mandats pour les prochains accords, pour faire en sorte que les ambitions environnementales et sanitaires, qui sont portées de manière exemplaire par l'Europe, soient partagées par de plus en plus de pays.

Q - Il y a un dossier sur lequel le gouvernement français a été salué, c'est l'accord trouvé en début de semaine sur le travail détaché. On rappelle le principe : c'est la possibilité d'envoyer un salarié dans un autre pays de l'Union, là on a précisé en particulier les conditions de la rémunération qui seront plus favorables à l'avenir. On avait presque l'impression que la

majorité nous parlait du «miracle de la méthode Macron». Est-ce que ce n'est pas un peu excessif ?

R - Alors, moi j'ai commencé, j'ai pris mes fonctions en juin et c'est le premier dossier dont je me suis occupée, avec Muriel Penicaud et avec Elisabeth Borne.

Q - La ministre du travail, Elisabeth Borne aux transports.

R - Tout le monde m'a dit : n'essayez pas vous n'obtiendrez rien. Sur les travailleurs détachés, il y avait une directive de 1996 et il y avait 11 pays de l'Union européenne qui ne voulaient rien changer à cette directive, qui avait pourtant été adoptée longtemps avant l'élargissement aux pays de l'Est. Donc il y avait une espèce de résignation collective, et Emmanuel Macron a décidé qu'on n'allait pas se contenter du plus petit commun dénominateur, que l'Europe c'était une ambition sociale de protection des travailleurs.

Q - Cela n'aurait pas été possible sous François Hollande, par exemple ?

R - En tout cas, cela ne s'était pas passé. Je constate que c'est la Commission qui avait d'elle-même considéré qu'il fallait sans doute remettre cette directive à jour, mais on était sur très peu d'ambitions.

Q - Il y avait un manque de volonté.

R - Il y avait surtout le manque de dialogue, parce que quand vous voulez entraîner vos partenaires à aller plus loin, plus fort, à mieux protéger les travailleurs, il faut les écouter, les comprendre, cela veut dire qu'il faut leur parler. Emmanuel Macron est allé en Autriche rencontrer les Tchèques et les Slovaques, en Roumanie et en Bulgarie, je l'accompagnais. Moi je suis allée en Pologne, en Hongrie, en Slovénie, je vais demain en Slovaquie. On a rencontré absolument tous les partenaires, on a beaucoup expliqué ce que nous avions à l'esprit et on a beaucoup écouté. Et, le résultat c'est que l'on a un accord ambitieux, avec effectivement une vraie prise en compte de la rémunération, c'est-à-dire qu'aujourd'hui on peut dire : à travail égal, salaire égal sur le même lieu de travail.

Q - Mais on a quand même laissé les routiers à part, là il y aura des négociations dans le paquet mobilité. Alors on nous dit : la directive s'applique...

R - La directive s'applique mais...

Q - Mais le diable se cache dans les détails, et ce sont les détails que l'on va regarder dans le paquet mobilité.

R - Le paquet mobilité, cela ne va pas parler que du travail détaché. D'une part, il y a une

spécificité au transport, c'est que ce n'est pas 4 mois, 6 mois, 12 mois de travail détaché, c'est 2 jours pour traverser un pays comme la France en transport international.

Q - Mais cela n'aurait pas été mieux que tout soit traité, vraiment, définitivement, là, à l'occasion de cet accord ?

R - Non, parce que travailler sur le transport, c'est aussi travailler sur le temps de repos des chauffeurs, c'est travailler sur combien de fois par mois ils retournent à leur domicile. Il y a énormément d'aspects réglementaires qui doivent être traités sérieusement, avec ambition - comptez sur nous - avec vigilance, comptez sur nous, mais c'est très spécifique, c'est un secteur très technique.

Q - Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon ont beaucoup parlé du drapeau européen ces dernières semaines. On a compris l'engagement du président français, il l'a redit à l'occasion de dernier Conseil européen. On a compris aussi les réticences du côté de Jean-Luc Mélenchon, qui voit dans ce drapeau, des origines religieuses, une représentation de la Vierge Marie. Est-ce que ce n'est pas légitime de se questionner sur la symbolique de ces 12 étoiles jaunes sur fond bleu ?

R - C'est un fantasme. D'abord, le drapeau bleu avec les étoiles dorées, tel qu'on le connaît, cela n'était pas le drapeau de l'Union européenne au départ, c'était le drapeau du Conseil de l'Europe, et puis finalement les communautés européennes ont décidé d'adopter ce symbole. Vous trouvez des symboles qui peuvent être religieux ou pas religieux du tout. Sur le drapeau des Nations unies, vous avez les rameaux d'olivier, vous pouvez dire que cela vient de la Bible ou pas, c'est maintenant aujourd'hui un symbole de paix.

Q - Mais un drapeau laïc, cela n'aurait pas plus de sens, à la limite ?

R - Mais il est laïc. Personne en voyant le rapport européen ne se dit : «Tiens...», il n'y a vraiment que Jean-Luc Mélenchon pour aller chercher cela.

Q - Alors il y a la question de l'emplacement, quand même, ce qui l'a choqué, lui, c'est que le drapeau, depuis 2008, soit au sein de l'Assemblée nationale, dans l'hémicycle. Il se trouve que toutes les décennies d'avant il n'y avait que le drapeau français, et cela s'est très bien passé, cela n'a ni empêché la France d'avancer, ni empêché lors de d'avancer. Est-ce qu'on ne pourrait pas revenir à cela ?

R - Je vais vous dire, il y a un pays, un Parlement, qui a retiré le drapeau européen qui se trouvait dans son Parlement, et qui a décidé un jour, qui a voté contre, et qui l'a retiré, c'est la Hongrie de Viktor Orban.

Q - Vous faites un parallèle avec Jean-Luc Mélenchon ?

R - Il reprend les mêmes arguments que Viktor Orban. Moi cela me choque, la France est membre fondateur de l'Union européenne, l'ambition européenne, le projet européen c'est 70 ans de paix, c'est une ambition économique, sociale, démocratique. Moi je suis fière d'avoir le drapeau européen.

Q - Vous le trouvez dangereux, Jean-Luc Mélenchon ? Vous l'avez trouvé désolant cette semaine à l'occasion d'un débat sur la contribution française au budget de l'Union...

R - Non, je ne l'ai pas trouvé désolant, j'ai trouvé qu'un de ses arguments était désolant. Je ne m'en prends pas aux personnes. En revanche on a le droit de ne pas être d'accord avec un certain nombre de positions. Il ne voulait pas accepter le paiement par la France de sa contribution au budget européen, avec les mêmes arguments que Margaret Thatcher à l'époque, «I want my money back», je veux en avoir pour mon argent et pas un euro de plus. L'Europe c'est la solidarité, l'Europe, ce sont des projets qui profitent à tous, ce n'est pas une lecture comptable de «j'ai versé 1 euro et on me rend 1 euro», ce n'est pas comme cela que cela marche.

Q - Il y a une activité très forte aujourd'hui et demain en Espagne, c'est bien sûr la Catalogne dont il est question. Le Parlement catalan se réunit aujourd'hui, à la veille de la mise sous tutelle anticipée de la région par Madrid. Qu'est-ce qu'on fait nous, on reste spectateur et on attend que cela se passe ?

R - On n'est pas spectateur, on a des convictions fortes. C'est d'abord que l'Espagne est une grande démocratie, qu'on est favorable à l'unité de l'Espagne et que, comme partout en Europe, on est favorable au respect de l'État de droit. La consultation organisée par le président de la région de Catalogne était une consultation qui était contraire à la Constitution qui s'est déroulée dans des conditions qui n'ont permis de rien vérifier.

Q - Que vous condamnez donc.

R - En tout cas dont on ne reconnaît pas le résultat. C'est un résultat qui lui-même n'est pas très clair puisque Carles Puigdemont a déclaré à la fois l'indépendance sans la déclarer, de manière provisoire tout en demandant un dialogue. On n'y voit pas clair. Ce que nous disons, c'est que nous ne connaissons qu'un partenaire, c'est le gouvernement de Madrid, et que nous ne sommes pas là pour compliquer la tâche du gouvernement espagnol, dans une crise qui est à l'évidence complexe.

Q - Cela vous inquiète le sort de la Catalogne ?

R - Ce qui m'inquiète, c'est ce qu'on entend chez certains indépendantistes, et attention, pas tous, mais ce qu'on a entendu aussi en Lombardie et en Vénétie le week-end dernier...

Q - En Italie, avec des consultations là encore.

R - Même si, pour le coup, ces consultations-là étaient légales, et qu'il n'y avait pas de demande d'indépendance, c'est l'expression d'une certaine forme d'égoïsme, consistant à dire : nous sommes des régions riches, nous ne voulons pas payer pour les régions pauvres. C'est le contraire d'un projet national, c'est le contraire du projet européen aussi.

Q - Zelimkhan Bakaev, c'est un nom qui ne dit probablement rien à nos téléspectateurs, c'était un chanteur, tout porte à croire qu'il a été arrêté en Tchétchénie, sur des soupçons d'homosexualité, torturé à mort, c'est un nom qui vient s'ajouter à la liste déjà longue des victimes du régime, on en prend un exemple ce matin C'est à 4.000 km de Paris, cela n'est pas très loin, mais cela se fait visiblement dans l'indifférence générale. Il y a un problème, non, Nathalie Loiseau.

R - Il n'y a pas d'indifférence. En France, nous avons décidé d'examiner favorablement les demandes de visas et les demandes d'asile politique qui étaient présentées par certaines catégories de la population en Tchétchénie, du fait des persécutions dont elles font l'objet. Il n'y a pas du tout d'indifférence.

Q - On ne sait pas agir en Tchétchénie ?

R - Pour éviter cela, c'est très compliqué, mais en tout cas pour venir en aide à ceux qui nous le demandent, et à titre individuel, oui bien sûr.

Q - Mais il n'y a rien que la France puisse faire pour empêcher que ce dictateur continue de persécuter une partie de sa population ?

R - Il y a tout ce qu'on peut faire dans la discussion, pas forcément dans la discussion publique. Les droits de l'Homme, la protection des minorités, la protection des catégories de populations persécutées, la protection des cas individuels, c'est quelque chose qu'on fait avec d'autant plus d'efficacité qu'on n'y met pas de flonflons, qu'on ne se fait pas mousser, pardon de le dire comme cela, mais qu'on essaye vraiment de venir en aide aux gens les uns après les autres.

Q - Il y a une négation de la parole, ces derniers jours en France, un peu partout dans le monde, sur les questions du harcèlement. Dans votre carrière, vous avez été diplomate, vous avez été directrice de l'ENA également avant d'entrer au gouvernement. Est-ce que vous avez déjà été confrontée à cette problématique ?

R - Sur les réseaux sociaux, je m'étais prononcée en inscrivant «me too», comme d'autres. Je vais vous dire la vérité, et je ne vous raconterai pas toute ma vie, parce que cela n'intéresse personne, c'est quand j'étais journaliste free-lance que cela m'est arrivé.

Q - Vous avez été harcelée, vous-même.

R - Oui bien sûr. Cette libération de la parole, elle est bienvenue, elle fait la preuve d'un grand courage de celles qui parlent. Ce qui m'intéresse encore plus, c'est la prise de conscience des hommes, qu'il y a ce rapport souvent de pouvoir, qui conduit à des comportements déplacés, à des excès, à des choses qui ne devraient pas arriver. C'est formidable de dire : les femmes ont le courage de parler, mais il ne faut pas qu'il n'y ait que les courageuses, il faut que la société toute entière se rende compte qu'il n'y a pas de milieux protégés, il n'y a pas de milieux exemplaires, partout il faut faire un effort.

(...)

Q - Tous les matins, sur LCI, on pose une question : la question off, mais devant les caméras.

Je vais demander une réponse très simple : un oui ou un non. On a regretté George Bush pour les excès de sa politique internationale. Est-ce que vous regrettez aujourd'hui que le président américain s'appelle Donald Trump ?

R - Oui et non.

Q - Oui et non. Merci pour cette précision, au moins cela avait le mérite de la clarté.

Merci Nathalie Loiseau d'avoir été avec nous ce matin./.